

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 11 février 2013

N° 389

PRIX : 0,60 Euro

M A L I



L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DÉCIDE

LES AUTORITÉS MALIENNES EXÉCUTENT

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Mali : L'impérialisme français décide, les autorités maliennes exécutent

Page 3

La France intervient au Mali pour les intérêts des capitalistes

Page 4

Contre l'intervention militaire de l'impérialisme au Mali

Page 5

Mensonge du gouvernement français sur les victimes civiles au Mali

Page 6

Mali : Une armée incapable de se battre et gangrenée...

Page 8

Sénégal : Enseignants en grève

Page 9

Côte d'Ivoire : Mouvements de grève dans la fonction publique

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

MALI

**L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS DÉCIDE
LES AUTORITÉS MALIENNES EXÉCUTENT**

Les médias gouvernementaux ainsi que ceux des partis qui soutiennent le pouvoir actuel ne tarissent pas d'éloges à l'égard des "vaillants soldats" maliens qui, "aux côtés de leurs frères d'armes" français, auraient "libéré" les villes conquises par les forces djihadistes dans le nord du Mali. Ce n'est rien d'autre que de la propagande mensongère pour faire croire que l'armée malienne est pour quelque chose dans la "libération" du Nord-Mali. La vérité c'est que l'armée malienne ne s'est même pas battue. Elle s'est plutôt distinguée par sa couardise devant les combattants islamistes dans la ville de Konna en abandonnant armes et bagages comme elle l'avait fait quelques mois plus tôt dans la ville de Kidal.

C'est une fois que les villes sont reconquises par l'armée française après les bombardements aériens puis l'occupation des lieux par les bataillons terrestres français que le commandement militaire malien est convié à "prendre possession" des lieux. La "livraison" de la ville se fait même de manière cérémoniale : un officier français se présente devant un officier malien et lui dit : "la ville est à vous mon colonel".

C'est de cette manière que la passation du pouvoir a eu lieu à Konna, Diabaly, Savaré, Gao et Tombouctou. Mais dans les villes situées plus au nord comme Kidal, Ménaka, Tessalit ou Aguel Hoc, les autorités françaises n'ont même pas voulu la présence de l'armée malienne. Elles ont choisi de confier le pouvoir dans ces villes à l'armée tchadienne une fois que le MNLA et les combattants islamistes ont battu en retraite dans les montagnes et les grottes environnantes.

L'amour propre des nationalistes de Bamako en a pris un coup et ils ont dû admettre de gré ou de force que c'est le gouvernement français qui décide du moment qu'il jugera opportun pour autoriser l'armée malienne à mettre les pieds sur cette zone frontalière entre l'Algérie, le Mali et le Niger. Actuellement, l'armée française semble vouloir négocier avec les dirigeants du MNLA pour "sécuriser" la frontière entre le Niger et le Mali. Le but du gouvernement français est en effet de protéger les sites d'extraction d'uranium situés de l'autre côté de la frontière, au Niger, pour le grand bien d'Aréva, la société française qui alimente l'industrie nucléaire en uranium pour la production d'électricité. Le gouvernement français n'a aucune confiance dans la capacité de l'armée malienne pour accomplir cette tâche. Des milliards d'euros sont en jeu et pour l'Etat français, les intérêts de sa bourgeoisie priment sur la velléité des autorités maliennes.

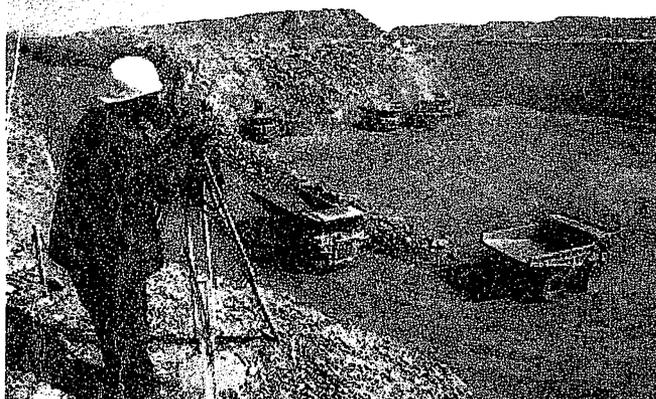
En plus des intérêts d'Aréva, il semble que le gouvernement français veut s'appuyer sur les dirigeants du MNLA pour trouver des solutions permettant de libérer les otages français retenus par les islamistes.

Cette mise à l'écart de l'armée malienne semble provoquer une certaine grogne au niveau de la hiérarchie militaire malienne mais pour le moment elle a plus à faire à ses propres dissensions internes entre bérêts rouges et bérêts

verts qu'à vouloir aller coûte que coûte vers le borbier de l'extrême Nord. Quant à Dioncounda Traoré, il n'a d'autre choix que de se plier au diktat de son sauveur, François Hollande.

LA FRANCE INTERVIENT AU MALI POUR LES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES

Lors de son voyage au Mali, François Hollande est parti en chef de guerre, et a fait un discours pour glorifier son succès. Il est indéniable qu'il a été accueilli comme un sauveur par la population malienne. On comprend que pour ceux surtout qui ont connu la terreur des islamistes, c'est un soulagement.



Mine d'uranium d'Arlit au Niger, exploitée par Aréva

En particulier dans son discours, Hollande a déclaré : « *Je n'oublie pas que lorsque la France a été elle-même attaquée (...), qui est venu alors ? C'est l'Afrique, C'est le Mali ! Merci le Mali, nous payons aujourd'hui notre dette à votre égard !* ». En effet, lors de la deuxième guerre mondiale, 140 000 Africains ont été engagés par la France, souvent par la force. Près de 24 000 sont morts au combat. Ce sont des soldats de divers pays d'Afrique noire appelés les Tirailleurs. Ce dont Hollande n'a pas voulu parler, c'est qu'à la fin de la guerre, en

1944, quand il y a eu la démobilisation, ceux-là n'ont pas touché leurs soldes de combattants. Bien entendu ils l'ont réclamé fermement. On leur a promis qu'ils seront payés au Sénégal. Une fois qu'ils sont arrivés à Dakar au camp de Thiaroye, ils n'ont toujours pas été payés. Et lorsqu'ils se sont révoltés, l'armée française les a isolés et massacré les récalcitrants. Il y a eu 70 morts et sûrement plus selon les témoins du pays. En plus après la libération de la France, les anciens combattants africains n'ont jamais touché leurs soldes d'anciens combattants comme il se doit. Les survivants, environ 50 000 en 2005, percevaient une retraite divisée par quatre pour un Sénégalais et par douze pour un Marocain. Ce problème n'est toujours pas réglé aujourd'hui et les survivants se font de plus en plus rares.

Hollande a fait un discours hypocrite. Alors il veut montrer que l'armée française intervient au Mali pas pour des intérêts quelconques mais pour libérer le pays des mains des intégristes. En fait si l'armée française intervient, c'est surtout pour protéger les biens des capitalistes qui se trouvent dans cette région de l'Afrique (le coton, les mines d'or au Mali, le fer en Mauritanie, les mines d'uranium au Niger dont le principal bénéficiaire est la grande société française Avéra, et bien d'autres encore) et non pour défendre le peuple malien des agissements des islamistes..

=====

CONTRE L'INTERVENTION MILITAIRE DE L'IMPÉRIALISME AU MALI

(Un extrait de notre bulletin, *Taballé*, du 15 janvier 2013)



Arrivée des troupes françaises dans une ville du nord Mali

A la demande pressante des autorités maliennes qui criaient au secours, l'impérialisme français a envoyé le 10 janvier dernier, son armée pour « stopper » l'avancée des groupes de combattants islamiques qui venaient de prendre une autre ville, Konna. Des avions de guerre, pour ne pas être touchés par des tirs des rebelles qui avaient abattu récemment un hélicoptère, ont lâché, de très haute altitude, et de nuit, une multitude de bombes sur les villes du nord du Mali tenues par des rebelles, soi-disant pour les déloger. Or dans les villes il n'y a pas que des rebelles, il y a aussi des personnes civiles. Combien d'entre elles ont été touchées ? Les auteurs de ces bombardements doivent répondre à cette question.

La plupart des travailleurs maliens, ici dans l'immigration, approuvent cette intervention mais ils se trompent. Car s'il y a de quoi

s'indigner et se révolter devant la barbarie et la sauvagerie des fanatiques de l'islamisme pur et dur qui tiennent les villes du Nord sous la terreur, qui n'hésitent pas à couper des mains, à lapider, à fouetter les gens au nom de la charia, on ne peut pas pour autant faire confiance à l'armée de l'impérialisme français pour mettre fin à cette barbarie. L'intervention qu'elle mène en Afghanistan aux côtés des autres puissances occidentales, depuis plusieurs années le démontre. Les dirigeants impérialistes avaient justifié leur guerre en prétendant qu'ils voulaient mettre fin à la sauvagerie moyenâgeuse des Talibans. Ils ont déversé des bombes et tué des dizaines de milliers de civils innocents. Ils ont détruit le peu d'infrastructures qui existait au pays. Mais les Talibans n'ont pas disparu. Bien au contraire, ils sont revenus en force et continuent d'exercer leur terreur sur l'ensemble de la société afghane, y compris avec la complicité des dirigeants impérialistes.

Voilà pourquoi ceux qui croient aux discours démagogiques de François Hollande se trompent. Ce que l'impérialisme français cherche à affirmer à travers ce déploiement de force au Mali, c'est avant tout sa suprématie dans sa zone d'influence. Ce qu'il défend avant tout ce n'est ni la "liberté", ni la "démocratie", ni "les droits de l'homme" comme on l'entend souvent de la bouche de ses dirigeants mais l'ordre impérialiste pour garantir les intérêts de sa propre bourgeoisie dont de nombreuses grandes compagnies sont présentes en Afrique.

MENSONGE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS SUR LES VICTIMES CIVILES AU MALI

Dans une déclaration télévisée, un général de l'armée française a indiqué que les frappes aériennes pour libérer Gao, Tombouctou et Kidal aux mains des islamistes étaient « ciblées » et « chirurgicales » donc sans danger pour les populations maliennes.

C'est pur mensonge. A Konna, selon un journaliste français, 11 civils au moins seraient morts à la suite des bombardements de l'aviation militaire française. Il a recueilli le témoignage des habitants qui lui ont montré des tombes de leurs proches tombés sous les bombardements. Un habitant assure que sa femme, ses deux garçons et ses deux filles sont morts sous les bombes et qu'il les a enterrés lui-même. De son côté Amnesty International affirme que dans la nuit du 10 au 11 janvier, un raid aérien aurait tué au moins 5 civils, et demande aux autorités françaises d'ouvrir une enquête.

A Kidal, les bombardements qui ont détruit, entre autres, la résidence du chef

d'Ansar Edine ont fait des victimes collatérales : une centaine de morts au moins au sein de la population.

Un autre journaliste en mission au Nord Mali parle de dix villes au total qui ont été pilonnées. Les pertes civiles s'élèveraient au bas mot à 120 morts.

Alors pourquoi les autorités françaises font-elles un black-out sur ces tueries ? Pourquoi empêchent-elles la presse à se rendre dans les zones des combats ? Un haut responsable du ministère de la Défense a déclaré que c'est pour ne pas présenter aux gens un « décompte macabre » de la guerre. Quel cynisme ! L'une des raisons probables, c'est que les hommes politiques de la gauche au pouvoir qui se disent socialistes, craignent l'opinion, surtout française. Elle risque de mal apprécier le fait que l'on utilise l'argent des contribuables pour tuer des populations innocentes qui n'ont rien à voir avec les islamistes radicaux.

L'ÉTAT D'URGENCE EST PROLONGÉ

L'état d'urgence qui avait été décrété dès le premier jour de la guerre pour une durée de dix jours a été prolongé de trois mois. Le porte parole de l'armée malienne a déclaré que c'était "pour le bien de la population", pour assurer sa "sécurité" mais en réalité l'objectif du gouvernement c'est surtout de se protéger de tout risque d'éclatement de mécontentement

populaire. Mettre le pays en état d'urgence lui permet d'interdire tout rassemblement, d'interdire une grève en prétextant par exemple qu'elle porte préjudice à l'ordre public, ou d'arrêter un opposant s'il est considéré comme agissant en faveur de "l'ennemi", etc. En un mot il s'agit de bâillonner la population.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS,



UNISSONS-NOUS !

L'ARMÉE MALIENNE SE LIVRE À DES EXACTIONS ET DES EXECUTIONS SOMMAIRES

diciaires ».

Les autorités maliennes ferment les yeux sur les agissements des galonnés, mais il faut croire qu'elles ne sont pas les seules car les officiers français présents sur les lieux demeurent obstinément sourds et aveugles face aux agissements de leurs homologues maliens. Mais au fond ce n'est pas vraiment étonnant au vu du palmarès peu glorieux de certains d'entre eux qui ont acquis leurs galons en tant que massacreurs en Afghanistan.

Ce sont tous ces comportements qui consistent à se venger sur les populations arabes ou touaregs, qui constituent les graines d'une possible guerre ethnique dans le futur.

Oui, les islamistes qui ont pris le contrôle du Nord Mali font peser une terreur moyenâgeuse sur la population. Mais les comportements de l'armée malienne dans le sillon de l'intervention française ne peuvent qu'alimenter la haine et les repliements communautaires. Cette politique de la terre brûlée ne peut que saper les bases de toute future réconciliation entre le nord et le sud du pays.

UNE ARMÉE INCAPABLE DE SE BATTRE ET GANGRENÉE PAR DES RIVALITÉS INTERNES

eu au moins deux morts (deux adolescents), et treize blessés. Ce n'est pas la première fois que les "bérets verts" de Kati et les "bérets rouges" de Djicoroni se battent entre eux. Cette rivalité a éclaté au grand jour depuis le coup d'Etat du capitaine Sanogo, le 22 mars dernier, contre le président Amadou Toumani Touré (ATT). Le camp des « bérets rouges » était le bastion d'ATT tandis que celui des « bérets verts » était sous le contrôle de Sanogo.

Une fois qu'ATT a été renversé, les règlements de comptes entre les deux camps militaires se sont exacerbés. Bien que les « bérets



Tombouctou : des soldats de l'armée malienne discutant avec des civils Touaregs

Un haut responsable de l'Onu impute à l'armée malienne des disparitions et des exécutions sommaires dans les villes de Sevaré, de Mopti, de Nioro et dans d'autres localités proches des zones de combat. Il y aurait eu également des lynchages et des pillages de biens appartenant à des membres de communautés arabes ou touaregs. De son côté, l'organisation humanitaire Amnesty International a accusé cette armée d'avoir arrêté et exécuté plus d'une vingtaine de civils dans le nord du pays, sans compter les cas de « disparitions forcées » de personnes victimes d' « interrogations extraju-



Un agent des forces de l'ordre « en action »

Des combats ont éclaté entre le camp militaire de Kati (ville située à 15 kilomètres de Bamako) et celui de Djicoroni à Bamako. Il y a

verts » soient au pouvoir actuellement derrière la position clé que détient le capitaine Sanogo par sa place de "chef du comité militaire de suivi des réformes de l'armée", les « bérets rouges » n'ont ni été intégrés au sein d'autres camps, ni totalement désarmés. Ce n'est pas à cause du fait que le capitaine Sanogo les tolère, mais c'est surtout par ce que jusqu'ici il n'a pas eu les moyens de les neutraliser à défaut de les liquider physiquement. Jusqu'à quand va durer cette rivalité entre les deux camps militaires ? Ce qui est sûr c'est que ce ne sont pas les exhortations

du président intérimaire Dioncounda Traoré à la concorde entre les belligérants qui y mettront fin.

Cette instabilité dans le commandement de l'armée malienne ne fera que conforter la volonté de l'impérialisme français de ne pas confier dans l'état actuel des choses le rôle de chien de garde de ses intérêts dans cette région à l'armée malienne. Même quand l'armée française se retirera du Mali ce seront les troupes de l'ONU qui joueront ce rôle pour une période qui risque d'être longue.

LES ÉTATS VOISINS DU MALI ONT SURTOUT BRILLÉ PAR LEUR ABSENCE

Tout en réclamant à la France et à l'ONU une intervention militaire rapide au Mali, les dirigeants des Etats de la CEDEAO n'ont pas brillé par leur promptitude à lui voler au secours.

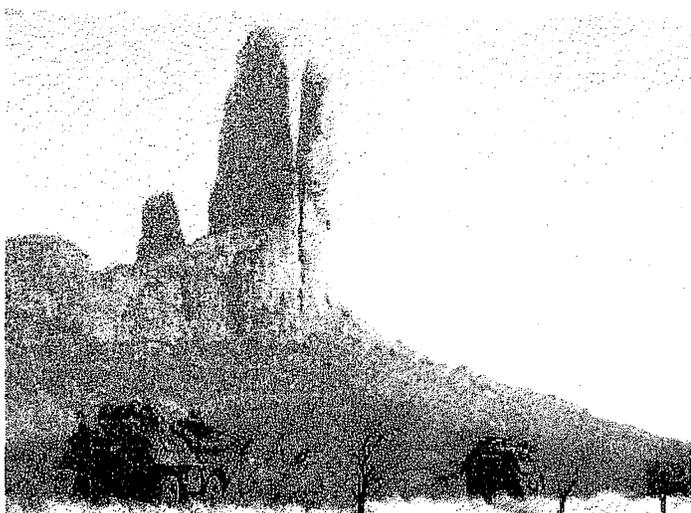
eux ne s'est précipité pour venir "éteindre le feu" chez leur voisin. Une fois qu'il ont donné leur "accord de principe", la première chose qu'ils ont réclamé c'est de l'argent et des moyens de transports aériens pour y acheminer leurs troupes.

S'ils étaient vraiment sincères, ils n'auraient pas attendu qu'"on" leur donne les moyens d'acheminer leurs troupes. Par exemple, Niamey et Ouagadougou sont même plus proches des villes du Nord-Mali que Bamako. Pour l'armée sénégalaise, il lui suffit de traverser le fleuve Sénégal pour être au Mali. Quant à la Côte d'Ivoire, ses troupes basées à Korhogo sont situées juste à côté de la frontière malienne.

Un mois après le début de la guerre, en dehors de l'armée tchadienne (qui n'est pas le voisin direct du Mali et qui ne fait pas partie de la CEDEAO) à qui l'impérialisme français fait jouer le rôle du petit chien de garde à ses côtés, les autres ont surtout brillé par leur quasi inexistence sur le terrain.

Les dirigeants mauritaniens et algériens ont dit qu'ils préféreraient négocier avec les forces islamistes plutôt que de leur livrer la guerre. Quant à Blaise Compaoré, du Burkina Faso, il a dit qu'étant "médiateur" entre le MNLA et les dirigeants de l'Etat malien il ne peut pas s'impliquer militairement en faveur d'un camp contre l'autre.

Ne pouvant compter sur son armée (plus apte à rançonner et à racketter les petites gens, sur ses officiers plus préoccupés par leur enrichissement personnel dans les trafics en tous



Convoi militaire français dans la zone montagneuse du Nord-Mali

C'est le moins qu'on puisse dire. Alassane Ouattara, président de la Côte d'Ivoire et président de la CEDEAO jusqu'à ces dernières semaines, est de ceux-là. Il fallait, disait-il, aider le Mali à recouvrer sa souveraineté bafouée par le MNLA et mettre fin à la terreur des islamistes car ceux-ci menaçaient de se répandre dans toute la sous-région. Les chefs d'Etat nigérien, sénégalais, togolais et béninois y sont allés aussi de leurs couplets en sortant des dictons de leur cru du genre : "Quand la maison de votre voisin brûle, il faut lui porter secours car c'est la votre qui risque de prendre feu". Ils ont beaucoup parlé de "solidarité entre voisins", mais aucun d'entre

genres, y compris de la cocaïne à grande échelle), ni sur celles de ses voisins membres de la CEDEAO, le gouvernement malien a dû se résoudre à faire appel à l'ancienne puissance coloniale. François Hollande a donné son accord

mais ce qui l'intéresse ce n'est pas l'avenir de Dioncounda Traoré ni le sort de la population malienne. Il agit avant tout en tant que dirigeant d'une puissance capitaliste défendant les intérêts de sa bourgeoisie dans la région.

SOLIDARITÉ HYPOCRITE DES ÉTATS VOISINS DU MALI AVEC LES RÉFUGIÉS

Depuis que la guerre a éclaté au Nord du Mali, le nombre de réfugiés quittant cette région ne cesse d'augmenter. Personne ne connaît avec précision leur nombre. Il y en a qui sont partis vers l'intérieur du Mali, à l'écart des bombardements, d'autres ont traversé la frontière pour aller vers le Niger, la Mauritanie, l'Algérie, la Côte d'Ivoire ou le Sénégal. Certains ont trouvé refuge au sein de leurs familles, d'autres sont allés vers les camps de réfugiés où les infrastructures font défaut pour leur assurer un

minimum de soin et de réconfort.

Les autorités des pays dits "d'accueil", parlent de "solidarité" lorsqu'ils sont devant les caméras et les micros mais la réalité est tout autre car au lieu d'aider les réfugiés, ils s'en méfient au contraire. Au lieu de leur envoyer des médecins et des civils pour les secourir, ils envoient des bataillons de militaires pour les empêcher de traverser la frontière. Ils sont brutalisés, rackettés et soupçonnés d'être des "déstabilisateurs".

SÉNÉGAL

AU LIEU DE FACILITER LA TRAVERSÉE DE LA FRONTIÈRE AUX RÉFUGIÉS MALIENS LE GOUVERNEMENT LA REND PLUS DIFFICILE

Depuis ces dernières semaines, la ville de Tambacounda, au Sénégal, connaît un important afflux de réfugiés maliens en provenance de Bamako, de Kayes et des villages frontaliers. Ce sont des réfugiés qui fuient l'insécurité, les exactions ou la violence xénophobe. Mais Tambacounda n'est pas la seule ville du Sénégal touchée par cette vague d'exode. La plupart des villes situées dans la zone frontalière sénégalomaliennne, qu'il s'agisse de Kidira ou de Kédougou, vivent cette même situation y compris capitale sénégalaise.

Mais les autorités sénégalaises, au lieu

d'ouvrir en grand les frontières pour venir en aide à ceux qui fuient la violence chez eux, les rendent encore plus difficiles à traverser. C'est ainsi qu'elles ont annoncé avec une certaine fierté que la brigade de gendarmerie de Kédougou a procédé à l'arrestation d'une cinquantaine de ressortissants maliens tentant de pénétrer au Sénégal non loin de la ville frontalière de Kidira. Toutes les gares routières susceptibles de servir de point de passage entre les deux pays ont fait l'objet d'une surveillance accrue. Voilà comment le gouvernement sénégalais vient "en aide" à ceux qui souffrent de la guerre et de la violence au Mali.

LA GUERRE AU MALI ET SES CONSÉQUENCES SUR LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES ET HUMAINS AVEC LE SÉNÉGAL

Une des conséquences désastreuses de la guerre au Mali, c'est que le trafic de marchandises et d'hommes entre le Sénégal et le Mali est interrompu. De nombreux camions de transport sont bloqués au niveau de Kidira. Les commerçants ne peuvent plus vendre leurs produits de part et d'autre de la frontière, de même que les cars ne peuvent plus transporter des passagers entre les deux pays. Ces difficultés avaient déjà commencé dès le lendemain du coup d'Etat du capitaine Sanogo mais ont été fortement aggravées depuis l'éclatement de la guerre. Par exemple, un transporteur de personnes entre Tamba et Bamako déclare

qu'avant la guerre il avait une trentaine de clients par jour alors qu'aujourd'hui il n'en a qu'un seul.

De nombreux ressortissants sénégalais installés et travaillant au Mali depuis longtemps ont été contraints de revenir au pays car l'activité économique qui les faisaient vivre n'est plus possible. Ils ne savent pas quand est-ce qu'ils pourront retrouver une situation "normale". La guerre, ce sont les balles et les bombes qui font des morts et des blessés. Mais ce sont aussi tous ceux qui souffrent car ils ne peuvent plus exercer leurs activités à peu près normalement pour subvenir à leurs besoins vitaux.

SÉNÉGAL

ENSEIGNANTS EN GRÈVE

Depuis le 10 janvier dernier, l'enseignement public est secoué par un mouvement de grève des enseignants du "moyen secondaire". Plusieurs grèves de 48 heures ou de 72 heures ont eu lieu pour obliger le gouvernement à écouter les revendications des enseignants : il s'agit du paiement des primes d'examens non perçues depuis six mois alors qu'un accord avait été signé entre le ministre de tutelle et les organisations syndicales pour que les primes soient versées au plus tard le 30 novembre 2012; il s'agit aussi des retards récurrents dans le paiement des salaires (certains n'ont pas encore touché leur salaire depuis plus de trois mois).

Mais jusqu'ici, le gouvernement a fait la sourde oreille sur leurs revendications. Du coup la colère des enseignants est montée d'un cran et ils ont décidé de durcir leur mouvement en menaçant de ne reprendre les cours qu'après le versement de leurs droits. Ils ne veulent plus des promesses non tenues. Leurs salaires trop bas par rapport au coût de la vie qui ne cesse de grimper ne leur permettent déjà pas de vivre décemment. Si à cela il faut encore subir des retards de paiement, comment payer le loyer, l'électricité et l'eau, sans compter la nourriture pour la famille? Certains d'entre eux ont témoigné à la presse que

la Sénélec leur a déjà coupé l'électricité faute d'avoir pu régler la facture à temps.

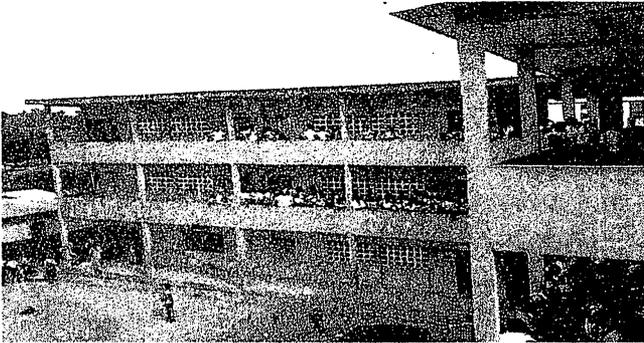
Le gouvernement essaye d'opposer les enseignants aux parents d'élèves et aux élèves en disant qu'il y a un risque que cette année soit blanche et donc préjudiciable aux parents et aux élèves. Mais les enseignants ne se laissent pas intimider et répondent à juste raison que si la scolarité des enfants est perturbée, c'est le gouvernement qui en porte la responsabilité en ne versant pas les salaires et les indemnités qui leur sont dus.

Le gouvernement a aussi tenté la manière forte en décidant d'affecter loin de Dakar deux leaders syndicalistes connus pour leur combativité. Mais au lieu d'affaiblir le mouvement, cela n'a fait que l'amplifier. Les élèves se sont solidarisés avec les enseignants.

Interrogé sur le malaise des enseignants, le président Macky Sall a déclaré à la presse qu'il n'était pas "au courant des difficultés" des enseignants. Tout le monde sait qu'il s'agit-là d'un gros mensonge. Les enseignants sont décidés à poursuivre leur lutte et sont encouragés par le soutien des élèves.

CÔTE D'IVOIRE

MOUVEMENTS DE GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE



Lycée du 220 Logements à Adjamé (Abidjan)

Les enseignants et le personnel de la santé du secteur public sont en grève depuis le 4 février. Les premiers ont annoncé une grève de 10 jours et les seconds de 4 jours. Cette grève fait suite aux 3 jours de grève réussie des travailleurs de l'ensemble du secteur public quelques jours auparavant.

Cette grève est, elle aussi, massivement suivie. Les écoles sont fermées; les hôpitaux et les centres de santé fonctionnent uniquement avec le service minimum obligatoire.

En réponse, le gouvernement s'est montré ferme en arrêtant 12 enseignants à Yamoussoukro, pour « trouble à l'ordre public ». Ils ont été écroués dans la prison civile de Toumodi et jugés. Le gouvernement a aussi annoncé qu'il engageait une procédure pour ponctionner sur les salaires des grévistes.

Un prétendu « comité de médiation » composé de chefs religieux et de chefs traditionnels a demandé aux grévistes de «suspendre leur mouvement de grève afin de favoriser, disent-ils, un cadre apaisé de discussions ». En somme, rien d'étonnant venant de ces parasites qui vivent sur le dos de l'Etat !

Le porte-parole du gouvernement, au sortir du dernier Conseil des ministres, a dit, pêle-mêle, que l'Etat ne peut pas assumer toutes les promesses qui avaient été faites par le

précédent gouvernement; que cela risque de «déséquilibrer fortement les comptes de l'Etat »; que les salaires ne peuvent pas, selon lui, dépasser un certain «ratio », au nom de la «bonne gouvernance»! Satisfaire les revendications des travailleurs équivaut, selon lui, à « manger notre blé en herbe ». « Chose que nous devons nous garder de faire, pour le salut de notre pays», ajoute-t-il, avec tout le mépris propre aux gens qui sont rassasiés! Et en bonimenteur, il conclut que moins les fonctionnaires gagnent, plus la part d'investissement de l'Etat augmente et plus gros sera donc la part de « gâteau » que chacun recevra demain. Mais qu'il nous dise donc, pourquoi ne commence-t-il pas par baisser son salaire, ceux des ministres, des députés, de tous ces hauts dignitaires de l'Etat, eux qui touchent entre 50 à 70 fois le salaire d'un ouvrier !

N'importe quel ouvrier vous dira à quel point ce genre d'argument est pure imbécilité ! Tout le monde peut voir que les investissements dans les entreprises n'ont pas fait défaut ces trente dernières années. Mais les salaires, ont-ils augmenté pour autant ?

En fait, le gouvernement se comporte comme n'importe quel patron devant des travailleurs qui exigent de meilleurs revenus.

Ce qui est certain, c'est que ce mouvement de grève dans la fonction publique est une occasion pour les travailleurs du secteur privé de se joindre eux aussi au mouvement. Il s'agit des ouvriers d'usines, des employés de banque et des bureaux, des travailleurs du port, ceux de la Sotra, etc. Tous ces travailleurs qui partagent aujourd'hui une vie de misère et qui sont considérés comme des moins que rien. Ensemble, ils peuvent toucher justement là où ça fait le plus mal aux riches : à leur poche, en bloquant leurs usines, en bloquant leur économie! C'est la seule façon de se faire entendre ! Il ne s'agit pas de demander une aumône. Il s'agit d'exiger des riches plus de justice !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.